

# Saint-Léger-Aux-Bois

## Plan Local d'Urbanisme

### Annexes

Vu pour être annexé à la délibération du .....  
arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme.

Cachet de la Mairie et signature du Maire :

**Dossier réalisé par le cabinet de conseils :**

M.T. Projets

9 Rue du Château Mouzin

51420 Cernay-les-Reims

[www.mt-projets.com](http://www.mt-projets.com)

## **Sommaire**

### **ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.123-13 DU CODE DE L'URBANISME ..... 3**

4. LES PERIMETRES A L'INTERIEUR DESQUELS S'APPLIQUE LE DROIT DE PREEMPTION URBAIN DEFINI PAR LES ARTICLES L. 211-1 ET SUIVANTS, AINSI QUE LES PERIMETRES PROVISOIRES OU DEFINITIFS DES ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE ..... 5

19. LE PERIMETRE DES SECTEURS RELATIF AU TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.331-14 ..... 6

### **ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.123-14 DU CODE DE L'URBANISME ..... 7**

1. LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE SOUMISES AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L. 126-1 AINSI QUE LES BOIS OU FORETS SOUMIS AU REGIME FORESTIER ..... 8

3. LES SCHEMAS DES RESEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT ET DES SYSTEMES D'ELIMINATION DES DECHETS, EXISTANTS OU EN COURS DE REALISATION, EN PRECISANT LES EMPLACEMENTS RETENUS POUR LE CAPTAGE, LE TRAITEMENT ET LE STOCKAGE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION, LES STATIONS D'EPURATION DES EAUX USEES ET LE STOCKAGE ET LE TRAITEMENT DES DECHETS 10

    3.1 *Schémas des réseaux d'eau et d'assainissement* ..... 10

    3.2 *Caractéristiques du réseau d'eau potable* ..... 11

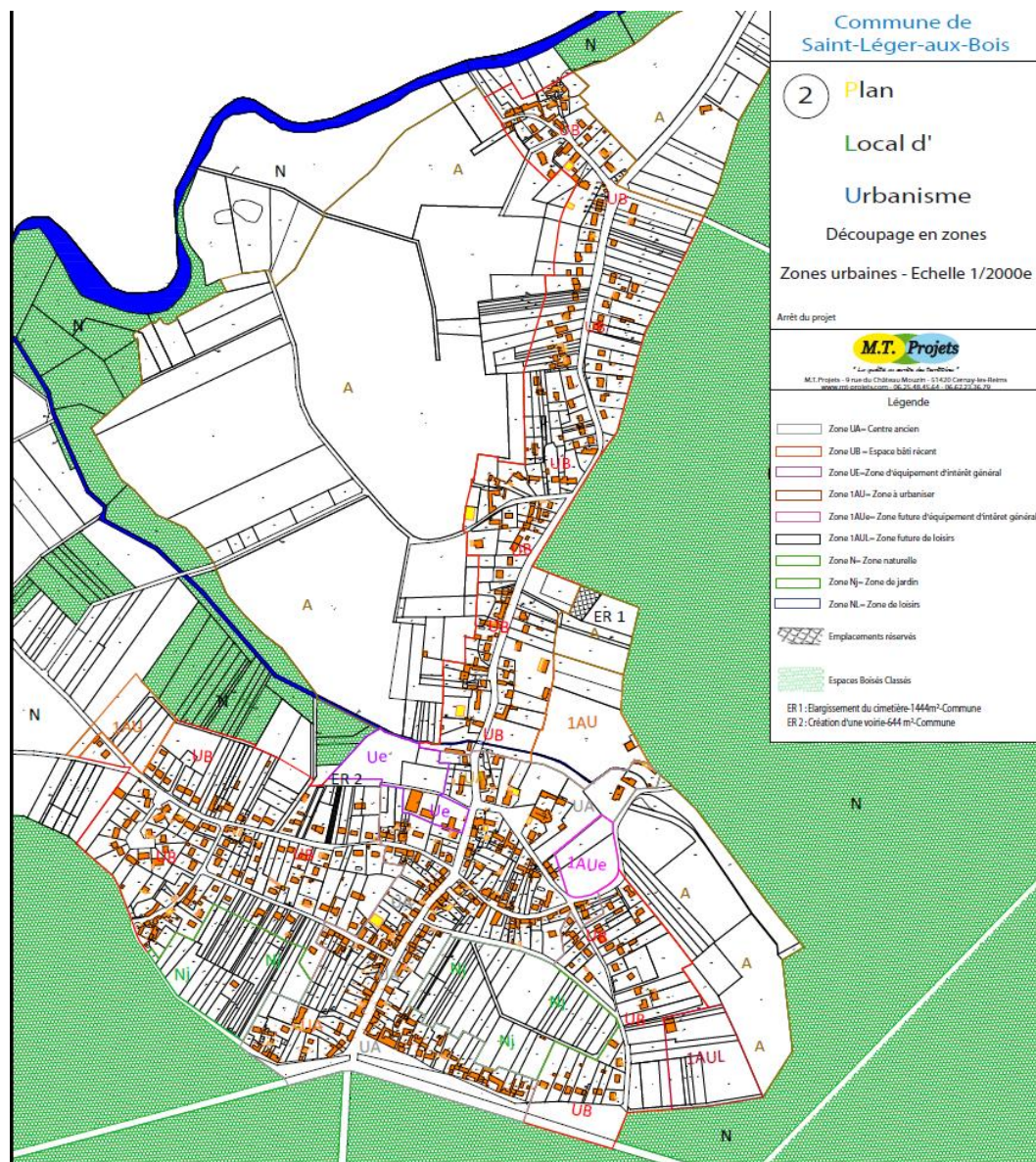
    3.4 *Traitement et système d'élimination des déchets* ..... 14

## Annexes au titre de l'article R.123-13 du Code de l'urbanisme

	Nom de l'annexe	Appliquée
1	Les secteurs sauvegardés, délimités en application des articles L. 313-1 et suivants	
2	Les zones d'aménagement concerté	
3	Les zones de préemption délimitées en application de l'article L. 142-1 dans sa rédaction antérieure à la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et de l'article L. 142-3 dans sa rédaction issue de la même loi	
4	Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain défini par les articles L. 211-1 et suivants, ainsi que les périmètres provisoires ou définitifs des zones d'aménagement différé	Oui
5	Les zones délimitées en application du e de l'article L. 430-1 à l'intérieur desquelles s'appliquent les dispositions relatives au permis de démolir prévues aux articles L. 430-2 et suivants	
6	Les périmètres de développement prioritaires délimités en application de la loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur	
7	Les périmètres d'interdiction ou de réglementation des plantations et semis d'essences forestières, les périmètres d'actions forestières et les périmètres de zones dégradées à faible taux de boisement, délimités en application des 1°, 2° et 3° de l'article L. 126-1 du code rural et de la pêche maritime	
8	Les périmètres miniers définis en application des titres II, III et V du livre Ier du code minier	
9	Les périmètres de zones spéciales de recherche et d'exploitation de carrières et des zones d'exploitation et d'aménagement coordonné de carrières, délimités en application des articles 109 et 109-1 du code minier	Oui
10	Le périmètre des zones délimitées en application de l'article L. 111-5-2 à l'intérieur desquelles certaines divisions foncières sont soumises à déclaration préalable	
11	Les périmètres à l'intérieur desquels l'autorité compétente peut surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation en application de l'article L. 111-10	
12	Le périmètre des secteurs dans lesquels un programme d'aménagement d'ensemble a été approuvé en application de l'article L. 332-9	
13	Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement	

14	Le plan des zones à risque d'exposition au plomb	
15	Les périmètres d'intervention délimités en application de l'article L. 143-1 pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains	
16	Les secteurs où un dépassement des règles du plan local d'urbanisme est autorisé en application des articles L. 123-1-11, L. 127-1, L. 128-1 et L. 128-2 ;	
17	Les périmètres fixés par les conventions de projet urbain partenarial visées à l'article L. 332-11-3	
18	Les périmètres délimités par une délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent dans lesquels le premier alinéa de l'article L. 111-6-2 ne s'applique pas ;	
19	Le périmètre des secteurs relatif au taux de la taxe d'aménagement, en application de l'article L. 331-14 ;	Oui
20	Le périmètre des secteurs affectés par un seuil minimal de densité, en application de l'article L. 331-36.	

#### 4. Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain défini par les articles L. 211-1 et suivants, ainsi que les périmètres provisoires ou définitifs des zones d'aménagement différé



La commune exercera son Droit de Préemption Urbain sur les zones U et AU définies dans le plan de zonage

## **19. Le périmètre des secteurs relatif au taux de la taxe d'aménagement, en application de l'article L.331-14**

L'ensemble du territoire communal est couvert par un taux unique de taxe d'aménagement à ce jour.

## Annexes au titre de l'article R.123-14 du Code de l'urbanisme

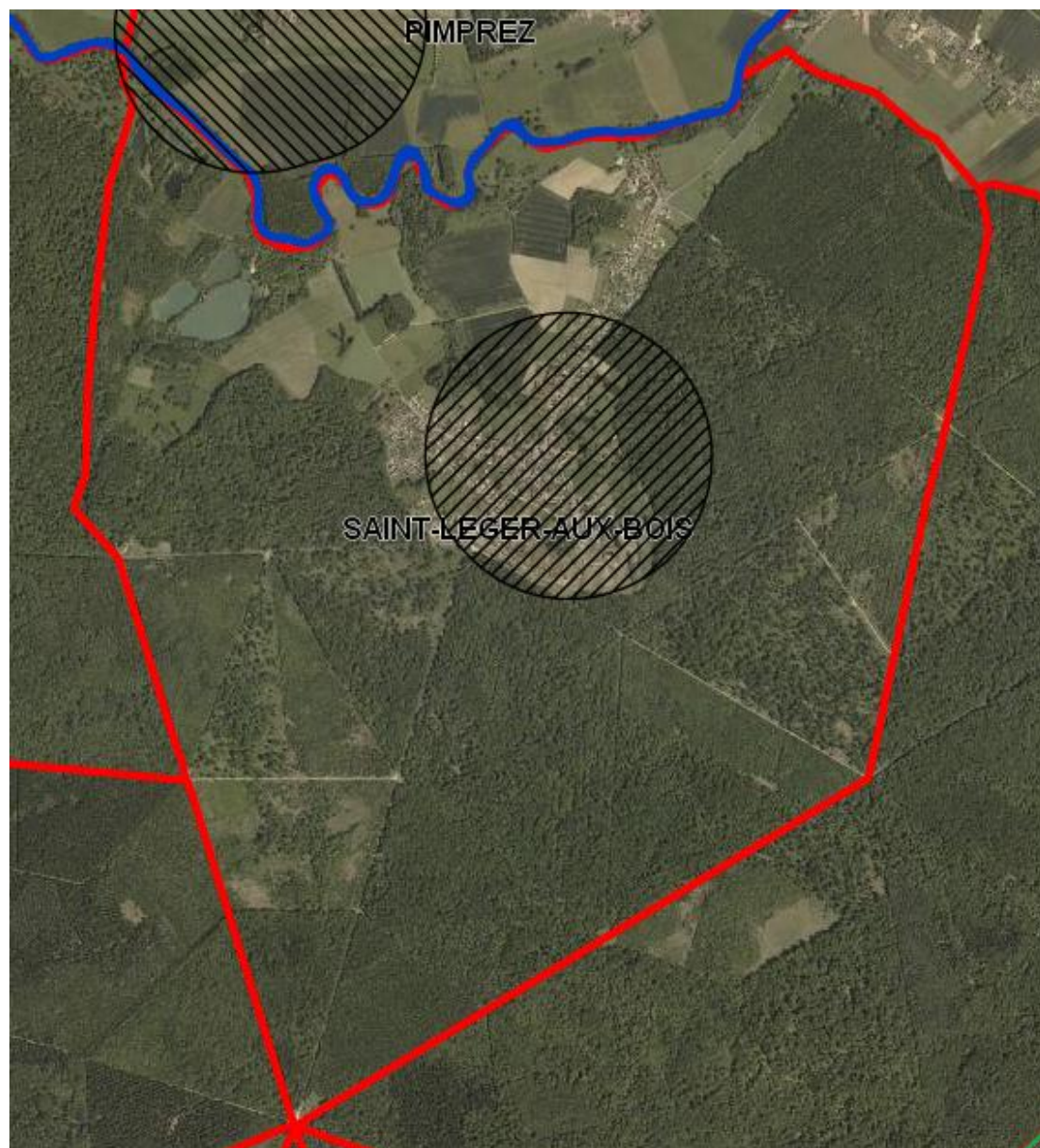
	Nom de l'annexe	Appliquée
1	Les servitudes d'utilité publique soumises aux dispositions de l'article L. 126-1 ainsi que les bois ou forêts soumis au régime forestier	Oui
2	La liste des lotissements dont les règles d'urbanisme ont été maintenues en application du deuxième alinéa de l'article L. 315-2-1 (nota)	
3	Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets	Oui
4	Le plan d'exposition au bruit des aéroports, établi en application des articles L. 147-1 à L. 147-6	
5	D'une part, les prescriptions d'isolement acoustique édictées, en application des articles L. 571-9 et L. 571-10 du code de l'environnement, dans les secteurs qui, situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, sont affectés par le bruit et, d'autre part, la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés	
6	Les actes instituant des zones de publicité restreinte et des zones de publicité élargie, en application des articles L. 581-10 à L. 581-14 du code de l'environnement	
7	Les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables en application de l'article L. 562-2 du code de l'environnement et les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques miniers établi en application de l'article 94 du code minier	
8	Les zones agricoles protégées délimitées en application de l'article L. 112-2 du code rural et de la pêche maritime	
9	L'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au septième alinéa de l'article L. 145-5	

## **1. Les servitudes d'utilité publique soumises aux dispositions de l'article L. 126-1 ainsi que les bois ou forêts soumis au régime forestier**

Le territoire communal comporte les servitudes publiques suivantes :

- AC 1- Monument historiques-Servitudes de protection des monuments historiques-monument classé ou inscrit
- EL3-Servitude de halage et de marchepied





(AC1) Périmètres de protection des Monuments Historique  
classés

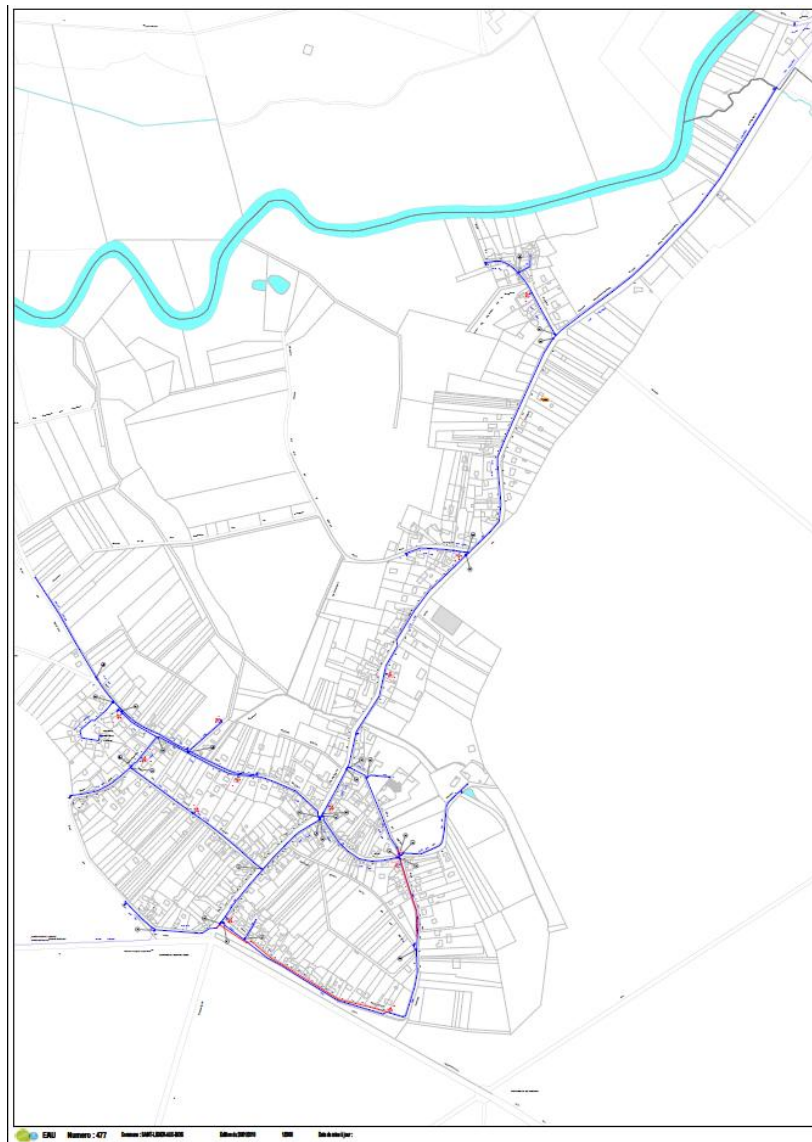
(EL3) Servitude de Halage et de marchepied

Communes

Source : Carte des servitudes d'utilité publique – Porter à connaissance

### 3. Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets

#### 3.1 Schémas des réseaux d'eau et d'assainissement



### 3.2 Caractéristiques du réseau d'eau potable

#### La ressource en eau potable

La commune de Saint-Léger-aux-Bois fait partie du Syndicat mixte de Tracy-le-Val, qui groupe les communes de Tracy-le-Val, Bailly et Saint-Léger-aux-Bois. Il alimente également le hameau d'Ollencourt sur la commune de Tracy-le-Mont.

Le point d'eau du syndicat est situé sur la commune de Tracy-le-Val au lieu dit « le Dangot ». Ce captage a été déclaré d'utilité publique et possède des périmètres de protection réglementaire. L'arrêté de DUP date du 11 juillet 1985.

Les installations de l'usine et le réseau de distribution du syndicat sont confiées par un contrat de délégation de service publique à la société Lyonnaise des Eaux France.

La quantité d'eau fournie est environ de  $30\text{m}^3$  / heure en moyenne. Le nombre d'heures de pompage par jour est de 15h30.

Les réservoirs possèdent une capacité de deux fois  $125\text{ m}^3$  ( $250\text{ m}^3$ ), permettant une autonomie d'une journée en consommation moyenne et  $\frac{1}{2}$  journée en consommation de pointe.

En 2014, la consommation était de  $86\,000\text{ m}^3$ . La consommation moyenne est de  $235\text{ m}^3$  par jour et la consommation de pointe est de  $460\text{ m}^3$ .

Le captage de Tracy-le Val a des volumes prélevés de  $134\,304\text{ m}^3$  (soit  $30\text{m}^3/\text{heure}$ ) par an en 2004, et par ailleurs aucun problème n'est identifié sur ce captage. **A l'horizon 2015, on estime à environ  $160\,000\text{ m}^3$  par an prélevés, or l'estimation de sa capacité totale est de  $245\,000\text{ m}^3$  par an.**

Il sera donc nécessaire de mener une réflexion globale sur la gestion des consommations et de la production. Deux axes de travail sont à mettre en œuvre, les économies (réduction des pertes, meilleures gestion de l'eau, utilisation d'eau pluviale pour l'arrosage...) d'une part, et d'autre part la recherche d'autres ressources. Ce dernier point nous paraît devoir s'orienter en priorité vers une recherche d'autres captages puisant dans la nappe de la craie (eaux de surface et autres nappes de qualité insuffisante). Ceci implique que d'autres zones seront à protéger pour assurer la ressource en eau.

## L'adduction en eau potable

Le réseau de distribution de la commune de Saint-Léger-aux-Bois est mis en charge par deux réservoirs d'une capacité de 125 m<sup>3</sup>. Le réservoir est alimenté directement de l'usine par des conduites de refoulement.

Une conduite de Ø 150 mm alimente la commune de Saint-Léger-aux-Bois en provenance de Tracy-le-Val. Pour la distribution, des conduites de Ø 60mm, Ø 100mm et Ø 150mm parcourent la commune.

Le réseau n'est pas interconnecté avec d'autres.

## Surveillance du réseau

L'alimentation en eau potable n'est pas vulnérable aux risques d'inondation.

## Les besoins en eau

Actuellement, la réserve d'eau brute et la capacité de production du captage semblent suffisantes.

Le captage de Tracy-le Val a des volumes prélevés de 134 304 m<sup>3</sup> (soit 30m<sup>3</sup>/heure) par an en 2004, et par ailleurs aucun problème n'est identifié sur ce captage. **A l'horizon 2015, on estime à environ 160 000 m<sup>3</sup> par an prélevés, or l'estimation de sa capacité totale est de 245 000 m<sup>3</sup> par an.**

Il sera donc nécessaire de mener une réflexion globale sur la gestion des consommations et de la production. Deux axes de travail sont à mettre en œuvre, les économies (réduction des pertes, meilleures gestion de l'eau, utilisation d'eau pluviale pour l'arrosage...) d'une part, et d'autre part la recherche d'autres ressources. Ce dernier point nous paraît devoir s'orienter en priorité vers une recherche d'autres captages puisant dans la nappe de la craie (eaux de surface et autres nappes de qualité insuffisante). Ceci implique que d'autres zones seront à protéger pour assurer la ressource en eau.

## **Réseaux d'assainissement collectif**

### **Caractéristiques du réseau**

Le syndicat intercommunal d'Assainissement de Bailly – Saint-Léger-aux-Bois gère le réseau.

Le réseau d'assainissement des eaux usées à Bailly est de type séparatif en grès.

Le maillage de la commune permet d'anticiper l'urbanisation future sur le territoire communal.

### **La station d'épuration**

La totalité des eaux usées de la commune du Saint-Léger-aux-Bois est dirigée vers la station d'épuration de Saint-Léger-aux-Bois en service depuis 2001. L'arrêté préfectoral a été pris le 3 septembre 1999 et est valable jusqu'au 31 décembre 2015.

La station a une capacité nominale de 2500 équivalents habitants.

L'exutoire est le Rû de Saint-Léger-aux-Bois. Les boues sont utilisées pour l'agriculture.

La charge hydraulique est de 37% (rapport de septembre 2009 du SATESE de l'Oise) et la charge organique est de 43% (sur le paramètre DBO5, rapport de septembre 2009 du SATESE de l'Oise).

Le traitement est de type boues activées avec stockage des boues liquides dans un silo à boues

### **3.4 Traitement et système d'élimination des déchets**

#### **Le territoire concerné**

La Communauté de Communes des Deux Vallées assure le service d'élimination des déchets ménagers et assimilés pour les 16 communes membres (**23 805** habitants).

#### **La compétence déchets**

La CC2V exerce la compétence collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés

Les axes d'organisation des compétences collecte et traitement en matière de déchets ménagers sont :

- Les déchets des ménages
- Les déchets des professionnels dans la limite d' 1.1m<sup>3</sup> hebdomadaire pour les déchets recyclables (plastique, bois, carton, etc.).

Le financement du service se fait sur les 4 taxes, pas de taxe d'enlèvement spécifique aux déchets.

Pour les professionnels et les administrations une redevance spéciale a été mise en place au 1<sup>er</sup> juillet 2005.

#### **La collecte des ordures ménagères résiduelles**

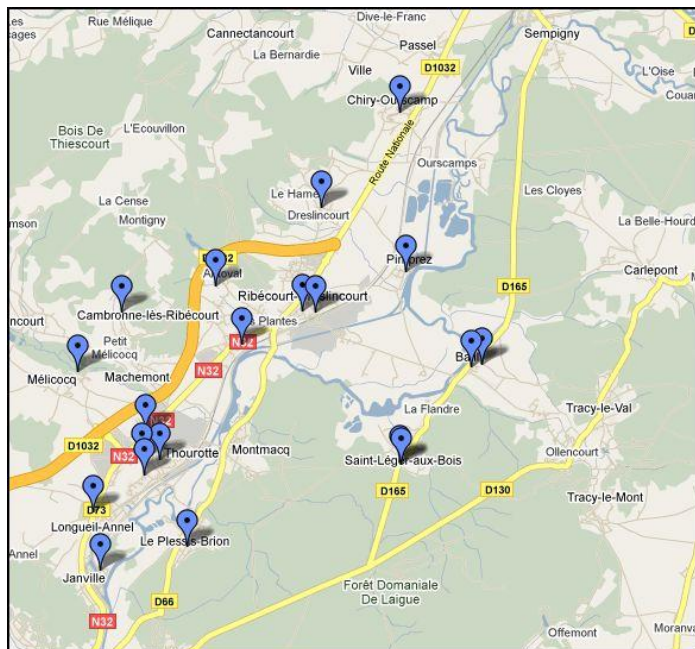
Les ordures ménagères sont collectées en porte à porte une fois par semaine en simultanée avec les emballages. Les ordures ménagères sont acheminées vers un centre de stockage des déchets ultimes, et les emballages vers un centre de tri.

#### **La collecte séparative des emballages et papiers à recycler**

Les « Journaux – Magazines – Revues » et le verre sont également collectés en porte à porte à raison d'une fois par mois.



## Collecte du verre



Pour le verre, il y a 40 point d'apport volontaire répartis sur l'ensemble du territoire.

Une collecte en porte à porte est également effectuée par des contenants fournis par la CC2V.

## Collecte des encombrants

La collecte des encombrants est faite en porte à porte, une fois par trimestre.

## La collecte des déchets dangereux des ménages

Apport volontaire dans les deux déchetteries du territoire.

## Les déchets d'équipements électriques et électroniques

La filière des « DEEE » est effective dans les deux déchetteries depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2008.

Une collecte spécifique en porte à porte a également lieu au moment des encombrants. Les « DEEE » collectés sont ensuite acheminés vers les déchetteries.

## Les contenants

La CC2V a doté chaque foyer de 5 conteneurs à roulettes pour les déchets suivants :

- Ordures ménagères
- Emballages
- Journaux – Magazines – Revues
- Verre
- Déchets verts

Les colonnes d'apports volontaires sont également gérées par la CC2V.

## Les déchèteries

Deux déchetteries sont présentes sur le territoire :

- Une située à Thourotte réservé aux particuliers.
- Une autre à Ribécourt Dreslincourt pour particuliers et professionnels.

Elles collectent en bennes :

- Déchets végétaux, ferraille, carton, gravats et encombrants.

Dans un local spécifique :



- Déchets dangereux des ménages
- Les « DEEE », batteries, radiographies médicales, piles et bouchons.

**Tonnages collectés sur les deux déchèteries :**

TYPE DECHETS	Année 2014
Carton	114
Déchets verts	2206
Ferraille	279
Gravats	1430
Tout venant	3368
DEEE	149
Total	7546

**Le traitement et la valorisation des déchets**

La CC2V prend en charge le traitement et la valorisation des déchets :

Le traitement des ordures ménagères s'effectue sur un centre de stockage des déchets ultimes.

Le traitement des déchets verts s'effectue sur une plateforme de compostage

Le traitement des déchets recyclables s'effectue sur un centre de tri des déchets ménagers recyclables situé à Saint Just en Chaussée.

Les déchets industriels banals ne vont pas en centre de tri.

Le taux de valorisation en 2014 était de 42 % pour les collectes en porte à porte et de 56 % pour les apports en déchetterie.

**Concernant la commune**

Les déchets sont collectés en porte à porte une fois par semaine, en même temps que les emballages.

Aucune déchèterie n'est située sur la commune.